

LA MISE EN ACTIVITÉS ENTRE ÉDUCATION ET SANTÉ

Un projet d'éducation à la santé ne peut plus simplement viser l'appropriation de certains comportements normés appuyée sur un discours de la vérité scientifique. C'est le mode d'existence et le rapport au savoir et au monde qui doivent être mis en question. Dans cette perspective, la lutte contre le surpoids et la sédentarité ne peut plus simplement constituer un objectif de santé publique, mais également une transformation de ce mode d'existence et de ces rapports, comme autant d'occasion de mettre en doute un mode de fonctionnement social dominant. De nombreux effets, directs ou induits, attendus ou pervers, surviennent avec une intensité et sous des formes variables.

Le projet ICAPS (Intervention auprès de Collégiens pour l'Activité Physique et la lutte contre la Sédentarité) est construit dans cette perspective. Dans cette contribution, nous avons choisi de nous intéresser particulièrement à la question de la mise en activités. Nous ne nous intéressons pas seulement à l'effet matériel et social, mais également au questionnement théorique et aux concepts qu'il convient de mobiliser pour comprendre ce processus.

1. Rappel des caractéristiques du projet de recherche (expérimentation)

De nombreuses études ont démontré que l'activité physique est un déterminant essentiel de l'état de santé des individus. Celle-ci s'avère ainsi une arme préventive incontournable chez l'adulte comme chez l'enfant, justifiant la mise en place d'actions de promotion. Mais si cette idée est partagée par beaucoup, le bénéfice de telles actions sur l'état de santé des jeunes n'a encore jamais fait l'objet d'études approfondies et à long terme. C'est l'objectif d'ICAPS, étude d'intervention prévue sur quatre ans (rentrée 2002 – juin 2006). Nous disposons actuellement des résultats de la 3^{ème} année d'expérimentation

L'étude ICAPS - « Intervention auprès des Collégiens centrée sur l'Activité Physique et le comportement Sédentaire » - est menée depuis septembre 2002 dans 8 collèges du Bas-Rhin tirés au sort. Elle touche près de 1 000 élèves entrés en 6^{ème} à la rentrée 2002, qui seront suivis pendant 4 ans. Ces jeunes ont été répartis en 2 groupes : dans le premier, les élèves bénéficient d'interventions spécifiques leur permettant d'augmenter leur niveau d'activité physique et participent à une réflexion sur les bienfaits de celle-ci ; le second conserve son rythme habituel d'activités et sert ainsi de population témoin.

L'objectif ultime de la démarche est d'obtenir une diminution du surpoids et, à l'âge adulte, du risque de maladies cardio-vasculaires et de diabète.

Afin de comparer l'évolution des collégiens « action » et des collégiens « témoins », l'étude nécessite un suivi identique et longitudinal de tous les élèves avec le recueil annuel d'informations (activité physique et comportements sédentaires, habitudes alimentaires). Un bref examen médical (poids, taille, masse grasse, pression artérielle) est réalisé chaque année et un bilan sanguin tous les deux ans.

Le but d'ICAPS est double. Il vise d'abord, de manière concrète, à faire évoluer les comportements des adolescents en les amenant à augmenter leur niveau d'activité physique et à réduire leurs comportements sédentaires sur le long terme. Il est ensuite scientifique grâce à

¹ LISEC, EA 2310, ULP, Strasbourg

l'évaluation de l'impact que peuvent avoir des actions de lutte contre la sédentarité et de promotion de l'activité physique sur l'état de santé.

L'étude ICAPS associe trois unités de recherche de l'Université Louis Pasteur – le Groupe d'Etudes en Nutrition, initiateur du projet, le Laboratoire des Sciences de l'Education et le Laboratoire d'Epidémiologie et de Santé Publique. Pour que l'action ait un impact optimal, un partenariat étroit s'avère essentiel entre les équipes de chercheurs et les équipes administratives et pédagogiques des établissements, les municipalités, le Conseil Général, les associations locales et les parents d'élèves.

2. La problématique de la mise en activité : pratiques et questions

Les activités physiques proposées par les animatrices ICAPS dans et hors des établissements ne sont qu'un élément de la mise en activités, mais c'est un élément important. Ces activités sont littéralement de notre ressort, elles doivent illustrer à la fois l'extension et la composition du champ de notre intervention, ainsi que la manière dont cette dernière s'inscrit dans l'existence des jeunes. Leur analyse peut être menée à partir d'une approche croisant l'espace des jeunes (dans et hors de l'établissement) et leurs temporalités.

2.1. Les activités mises en œuvre

Deux axes peuvent organiser la présentation des activités proposées : l'un est fondé sur l'opposition activités intégrées / activités alternatives ; le second axe est spatio-temporel, il concerne les temps des activités du jeune dans et hors de l'établissement scolaire. Le premier axe oppose les activités qui s'inscrivent dans la logique dominante de l'institution à laquelle elle participe (les activités scolaires, les activités périscolaires structurées...), et les activités qui s'inscrivent dans une autre logique, alternative par rapport à celle de l'institution fréquentée. Le premier axe voudrait signaler ce qui risque peut-être d'être le plus difficile à perdurer : les activités alternatives à la logique institutionnelle. Le second axe illustre l'extrême diversité des champs d'activité qui ont été progressivement intégrés au projet, sur la base de notre hypothèse opérationnelle initiale. Il est possible de les présenter dans un tableau synthétique, forcément réducteur.

[cf. **Tableau : en fin de texte**]

L'engagement des jeunes. Il faut à cet égard relever le fait que, globalement, nous n'avons pas vraiment rencontré les attitudes que nous redoutions en 4^{ème}, compte tenu du fait que nous atteignons cette année un âge et un niveau de classe jugés généralement problématiques, au moins partiellement, dans le développement des jeunes (les filles avec une certaine précocité par rapport aux garçons). Si nous avons rencontré certaines résistances, soit elles n'étaient pas vraiment nouvelles, dans certains établissements et certaines catégories d'acteurs notamment, soit elles semblaient plutôt liées à la difficulté pour le projet de durer.

2.2. Perspectives théoriques

Sortir du paradigme de la prévention

Cela suppose de repenser le concept de *biopolitique* (Foucault, 2004), ce lien établi par l'État moderne (fin XVIII-XIX) entre le démographique et le politique (pour faire simple), impliquant à la fois un rôle central à l'État (*déresponsabilisant* les individus) et à la science (notamment la médecine, qui se développe alors avec tous ses atours). Ceci doit mener à une réflexion critique sur les notions les plus courantes dans ce projet : activité, activités physiques, temps libre, sédentarité. Par exemple, est-il encore sérieux de penser les activités physiques que nous proposons comme des activités de temps libre alors même qu'elles

supposent à la fois un effort de la part de ceux qui s'y adonnent, une organisation de la part de ceux qui les prennent en charge, une activité structurée pour ceux qui les animent. Plus complexe encore est le sens et le statut à accorder à des activités telles que marcher pour aller à l'école, prendre l'escalier...

Ce qui est en cause est notre manière de penser les changements actuels dans le cadre posé par notre projet : santé et éducation à la santé relèvent toujours d'un certain rapport à la « gouvernementalité » et à certaines modalités de l'exercice de la biopolitique (Gauchet, 2004). Pour autant, c'est le rapport à l'économie qui semble s'être transformé.

Une approche économique nécessaire mais insuffisante

Une conception budgétaire des comportements sociaux. La première modalité de l'approche économique consiste à faire l'inventaire des dépenses occasionnées par la mise en œuvre des activités et à ventiler ces dépenses en fonction de l'identité des subventionneurs. Combien aura coûté la mise en activités ? C'est évidemment important de le savoir et, pour une part, intéressant, mais c'est aussi extrêmement réducteur. Il y a d'autres impacts économiques qui ne comportent pas que des coûts pouvant être estimés budgétairement ; il y a des effets de comportements qui influencent l'activité économique, de même qu'il y a des charges non monétaires d'une utilité extrême : la marche à pied plutôt que la voiture, l'activité physique plutôt que la consommation télévisuelle, le sport loisir plutôt que la compétition..., tout cela n'est pas économiquement indifférent.

La primauté d'une approche par la consommation. Sans doute par défaut de conceptualisation, l'économie apparaît surtout du côté de l'utilisation des dispositifs et de l'offre d'activités, leur consommation. L'alternative serait de saisir l'activité du jeune comme un *travail*, d'une part, le comportement des adultes intervenant à des titres divers comme un *système organisationnel*, d'autre part. On disposerait alors d'une représentation de l'économie réelle de notre projet ; ceci permettrait de mieux comprendre comment fonctionne ce projet, comment il se situe dans les modalités de la croissance économique actuelle.

Le sens de l'opposition sport-compétition et sport-loisirs. On ne peut se contenter de relever la forte résistance des élèves au sport compétition, ou plutôt, au fait que le sport scolaire soit conçu principalement sur le modèle de la compétition et dans le but de sélectionner des candidats potentiels à cette compétition. Même si c'est un résultat notable, il empêche de comprendre les enjeux – principalement économiques – du sport-compétition. Le sport-compétition constitue comme la métaphore du système économique en train de se faire : concurrence radicale, mise en scène des forces en compétition, dépassement et résistance des nations, activités économiques “dérivées“ à l'infini... En ce sens, il est difficile de le considérer comme un simple repoussoir pour les jeunes, il a une dimension idéologique essentielle, dans le contexte de la montée en puissance des croyances libérales. De plus, le sport-compétition est le vecteur ou le support du développement de tout un ensemble de comportements à l'opposé des objectifs du projet ICAPS (Cutler, Glaeser et Shapiro, 2003) : la sédentarité par l'importance de sa médiatisation, la consommation d'aliments généralement fort sucrés quand les producteurs n'hésitent pas à s'appuyer sur son image de dynamisme pour inciter à leur consommation censée redonner de l'énergie, la compétition destructrice (dopage, hooliganisme, racisme exacerbé...) quand le « souci de soi » au cœur du projet ICAPS suppose de développer des rapports humains beaucoup plus sereins...

Le travail de conceptualisation

Il est urgent aujourd'hui d'élaborer des concepts pour saisir et analyser ce qui se joue dans ce projet. Deux concepts nous paraissent pouvoir être utilement produits ou mobilisés (et enrichis) : le concept de *régime d'activités*, et celui de *mise en activités*. Le régime d'activités

condense trois processus sociaux pour marquer plus ou moins durablement la nature et la répartition des activités d'un individu ou d'un groupe (voire d'une société) : la structuration (ou l'organisation en tant qu'elle combine l'horizontal et le vertical), la réglementation (ou la normalisation, en tant qu'elle ne se réduit à un ensemble de règles de droit), la socialisation (dialectique de la construction de soi et de la société). Une notion connexe pourrait être celle de système d'activités, moins « politique », insistant davantage sur la dimension organisationnelle et interdépendante des activités entre elles, qu'elles soient proches du sport ou plus simplement quotidienne (marcher pour aller à l'école, descendre les poubelles...).

La *mise en activités* voudrait pouvoir nommer quelque chose qui se situe entre l'activité socialement instituée, le travail, et l'activité apparemment la plus naturelle à l'humain (bouger, se déplacer...) ; en somme quelque chose qui pourrait qualifier de façon très actuelle ce « souci de soi » que nous ont légué les grecs (Foucault, 1984).

Tableau. Une typologie des activités en rapport à la division des temps des jeunes

Catégories d'activités proposées	Activités intégrées à la logique dominante	Activités alternatives à la logique dominante
Activités sur le temps de classe	Les permanences : selon des modalités très diverses	Les réunions-débats entre élèves, en classes Les enseignements prenant appui sur les résultats des enquêtes ICAPS Les itinéraires de découvertes croisant les connaissances académiques et la promotion des APS
Activités dans l'interclasse		Organiser la circulation étendue des élèves dans l'établissement
Activités sur les temps libres à l'école (entre 12 et 14, le soir...)	Les activités physiques et sportives entre 13 et 14h	
Activités scolaires à l'extérieur de l'établissement	Sorties vélo	Les « défis » entre les classes et/ou les établissements
Activités extra scolaires structurées	Séances à la piscine ou la patinoire hors du temps scolaire	Participation à des manifestations en faveur de la mise en activité
Activités non scolaires organisées par une institution	Journée « Bougez, c'est la forme ! » (Conseil Général)	
Activités non scolaires non institutionnelles	Participation aux courses d'orientation, marches populaires ...	
Activités totalement informelles	Aller à l'école à pied..., à vélo	La marche... Descendre les poubelles... Chercher le pain...
Inactivité (physique) active....	Activités sociales et culturelles sur temps de loisir	